Un Moyen-Orient décidément « post-américain » ?

Pierre Melandri *

*** Pierre Melandri**
est historien, ancien professeur des universités à Sciences Po Paris et auteur de *Le Siècle américain, une histoire* (Perrin, 2016).

Au Moyen-Orient, Donald Trump semble s'être fixé trois priorités : détruire l'organisation État islamique, refouler l'Iran et conclure un accord de paix israélo-palestinien. Mais s'il a adopté une politique opposée à celle que Barack Obama avait embrassée, il n'a pas pour autant réussi à échapper à une réalité à laquelle, déjà, son prédécesseur s'était heurté : dans un Moyen-Orient décidément « post-américain », les États-Unis n'exercent plus l'influence inégalée qui a été la leur dans le passé.

L'approche du Moyen-Orient par l'administration Trump illustre de façon quasi exemplaire la singularité de sa politique étrangère. Enclin, par exemple, à choisir ses collaborateurs davantage en fonction de leur loyauté que de leur compétence, le Président s'y est appuyé avant tout sur son gendre, Jared Kushner, un Américain juif très proche par sa famille du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et à même d'inspirer confiance aux pétromonarchies arabes qui accordent elles aussi une grande importance aux relations familiales.

Tout le projet de l'administration pour la région semble ainsi avoir reposé sur trois hommes en priorité : Jared Kushner, le Premier ministre israélien et Mohammed ben Salmane, alias « MBS », le prince héritier saoudien, lui-même étroitement lié à son homologue d'Abou Dhabi, le prince Mohammed ben Zayed, alias « MBZ ».

Par ailleurs, l'approche délibérément « transactionnelle » – essentiellement guidée par l'exploitation des rapports de force et la quête de gains immédiats – associée à cette administration trouve un premier reflet dans son indifférence aux violations du droit international et des droits de l'homme : une indifférence évidente dans son acquiescement à l'implantation par Israël de nouvelles colonies sur les territoires palestiniens, dans la relance du partenariat stratégique avec l'Égypte du maréchal al-Sissi et, évidemment, dans son soutien au prince MBS lors de l'affaire Khashoggi – l'assassinat au consulat saoudien d'Istanbul d'un journaliste saoudien, le 2 octobre 2018.

Mais elle transparaît aussi dans la place inégalée accordée, dans ses choix diplomatiques, tant aux considérations électoralistes – s'assurer le soutien des chrétiens évangéliques ou les contributions du milliardaire américain et donateur majeur à des causes juives et pro-israéliennes, Sheldon Adelson – qu'aux retombées économiques : la sécurité des flux pétroliers, la promotion de ventes d'armes visant à réduire le déficit commercial de l'Amérique ou, plus

Source :

prosaïquement, la quête de lucratives transactions privées, y compris à travers un projet de vente de centrales nucléaires à l'Arabie saoudite au mépris des règles élémentaires de sécurité.

Cette singularité se reflète enfin dans ce que *The Guardian* a qualifié de principale caractéristique de la politique étrangère de l'administration Trump : « la confusion ». Celle-ci est ici à son paroxysme : tout d'abord, en raison de l'application à une région chaotique d'un processus de décision présidentiel qui l'est tout autant ; ensuite, du fait de la tension entre les postures du Congrès et celles du Président – tous deux d'emblée unis dans le même soutien inébranlable à Israël, mais divisés sur la fiabilité de l'Arabie saoudite comme alliée ; enfin, et peut-être surtout, à cause de l'incompatibilité entre les objectifs mêmes que le Président semble s'être fixés.

S'extraire du « chaos généralisé »

Les objectifs du président Trump dérivent largement des leçons tirées par la présidence Obama. Laquelle avait voulu corriger l'impact de la politique de George W. Bush au Moyen-Orient qui, en cherchant à consolider l'hégémonie des États-Unis dans la région, les y avait en réalité affaiblis tout en détournant leur attention de l'ascension de la Chine, désormais le principal défi à leur suprématie. Le président Obama s'était efforcé de mettre un terme aux grandes interventions militaires auxquelles le pays était toujours plus réfractaire et de combattre le terrorisme avec des méthodes plus discrètes – frappes de drones et opérations secrètes. Refusant notamment de prendre parti dans la rivalité entre sunnites et chiites, il avait cherché à y substituer une nouvelle politique (« *l'offshore balancing* ») privilégiant la quête de nouveaux équilibres et l'action diplomatique à une *Pax Americana* au coût trop élevé.

Mais si le président Obama avait pu se prévaloir d'un succès, avec la conclusion, le 15 juillet 2015, d'un accord sur le programme nucléaire militaire iranien, tous les espoirs ou presque qu'il avait placés dans les printemps arabes ou dans ses propres efforts pour impulser un règlement israélo-palestinien s'étaient révélés vains. De sorte qu'à son départ la situation au Moyen-Orient était peut-être pire qu'à son arrivée. Tandis que l'organisation État islamique (Daech) menaçait d'y bouleverser la donne géopolitique, que la Syrie vivait une effroyable tragédie, que la Russie s'imposait comme un acteur majeur et que l'Iran semblait en passe de transformer le « croissant chiite » en « pleine lune », les alliés traditionnels des États-Unis – Israël, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite – ne cachaient pas leur hostilité à sa politique[1].

Barack Obama s'était, il est vrai, persuadé que, du fait du *fracking* – la technique de la fracturation hydraulique dans l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste qui a redonné aux États-Unis leur indépendance énergétique – comme de la supériorité militaire dont Israël disposait, le Moyen-Orient n'était plus pour les États-Unis une réelle priorité. Il s'agissait dès lors de prendre une certaine distance à l'égard d'une région qu'ils étaient impuissants à remodeler, se limitant à y neutraliser un terrorisme qu'elle n'avait que trop tendance à exporter[2].

« En Irak, avait ironisé un expert en 2015, nous avons renversé le gouvernement et procédé à une occupation et tout a tourné à l'enfer. En Libye, nous avons renversé le gouvernement et n'avons pas procédé à une occupation, et tout a tourné à l'enfer. En Syrie, nous n'avons pas renversé le gouvernement ni procédé à une occupation et tout a tourné à l'enfer. Bref, en gros, c'est cela le Moyen-Orient. Tout tourne à l'enfer[3]. » La même année, la revue *Foreign Affairs* évoquait un Moyen-Orient « post-améri-

[1] Adam Entous, « Donald Trump's New World Order: How the President, Israel and the Gulf states plan to fight Iran – and leave the Palestinians and the Obama years behind », *The New Yorker*, 11 juin 2018 (www.newyorker.com/magazine/2018/06/18/donald-trumps-new-world-order).

[2] Sur cette politique, voir Jeffrey Goldberg, « The Obama Doctrine: The U.S. president talks through his hardest decisions about America's role in the world », *The Atlantic*, avril 2016 (www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525).

[3] Richard Draper, « Between Iraq and a Hawk Base », *The New York Times*, 1er septembre 2015 (www.nytimes.com/2015/09/06/magazine/between-iraq-and-a-hawk-base.html).


© Bandar Al-Jaloud / Saudi Royal Palace / AFP

Le 20 mai 20
Melania, son
saoudite où
Salmane ber
mandat du 4
ont été passe
accord de 10
de « plus imp
de la Maison

cair
d'ér

[4] Gio
Insid
forei
amer



© Bandar Al-Jaloud / Saudi Royal Palace / AFP

Le 20 mai 2017, Donald Trump effectue, avec son épouse Melania, son premier voyage officiel à l'étranger en Arabie saoudite où il est accueilli très chaleureusement par le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud (à droite). Dès le début du mandat du 45e président des États-Unis, de gros contrats ont été passés entre Washington et Riyad, notamment un accord de 109 milliards de dollars de ventes d'armes, qualifié de « plus important de l'histoire » du pays par le porte-parole de la Maison-Blanche.

cain » pour résumer la nouvelle donne en train d'émerger[4].

Ce constat, Donald Trump semble l'avoir largement partagé. « Aucune quantité de sang ou d'argent américains ne pourra produire une paix ou une sécurité durables au Moyen-Orient, déclara-t-il le 13 avril 2018. C'est une région tourmentée »[5]. Dès 2016, conscient de la lassitude de l'opinion américaine face à des engagements aussi coûteux que frustrants, il avait déploré le prix à ses yeux exorbitant des inter-

[4] Gideon Rose, « The Post-American Middle East: What's Inside », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2015 (www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2015-10-20/post-american-middle-east).

[5] « President Trump on Syria strikes », *The New York Times*, 13 avril 2018 (www.nytimes.com/2018/04/13/world/middleeast/trump-syria-airstrikes-full-transcript.html).

ventions américaines au Moyen-Orient[6]. Tout en concluant que leur seule justification était la destruction de Daech, il avait rappelé que si les États-Unis avaient un problème avec cette organisation, ils en avaient « un plus grand encore avec la Chine »[7], une analyse que la *National Defense Strategy* de 2018 allait institutionnaliser en érigeant la « compétition stratégique interétatique » en première menace devant le terrorisme[8].

Mais s'il avait pu ainsi se démarquer d'une Hillary Clinton volontiers perçue comme favorable à de nouvelles interventions, Donald Trump avait aussi accusé Barack Obama d'avoir transformé la région « en chaos généralisé » et promis d'y conduire une politique exactement opposée à celle menée par son prédécesseur, cela en promouvant une coopération étroite avec les amis des États-Unis et une opposition sans illusion à leurs ennemis.

Embrassant sur ce plan la ligne du Parti républicain dont la plateforme affirmait que le soutien à Israël était « une expression de l'américanisme », il avait reproché à l'administration sortante d'avoir traité « de façon horrible » son allié, promis à ce dernier de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem et qualifié l'accord sur le nucléaire iranien de « pire accord jamais négocié ».

De ce fait, il avait su séduire les électeurs las des engagements militaires à l'étranger tout en s'assurant, en plus du soutien des plus ardents supporters d'Israël aux États-Unis, celui de tous les partenaires régionaux que Barack Obama s'était aliénés : les Israéliens, dont l'ambassadeur à Washington Ron Dermer avait très vite noué des liens étroits avec Jared Kushner ; les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite soucieux de renverser la politique iranienne de l'Amérique[9].

Dès septembre 2016, de passage à New York, Benyamin Netanyahou lui avait en outre expliqué qu'une « occasion historique » s'offrait à l'Amérique de rassembler ses principaux partenaires dans une nouvelle alliance stratégique. Le Président semble avoir décidé de ne pas la manquer. « M. Trump, expliquait un de ses conseillers quelques mois après, a trois objectifs au Moyen-Orient : détruire l'organisation État islamique, refouler l'Iran et conclure un accord de paix israélo-palestinien. » Ce triptyque avait pour but de concilier la politique de désengagement que le Président souhaitait mener et la préservation des intérêts américains dans la région : tandis que la destruction de l'organisation État islamique devait permettre à l'Amérique de retirer ses troupes de pays comme la Syrie, la conclusion d'un accord de paix lèverait le dernier obstacle à l'émergence – entre Israël et les pétromonarchies arabes – d'une alliance assez forte pour refouler l'influence de l'Iran et préserver l'ordre régional que les États-Unis avaient assuré jusqu'alors. Cette vision s'est toutefois révélée plus difficile à mettre en œuvre que le Président ne semble l'avoir pensé.

Un triptyque opérationnel

Dans un premier temps, jusque vers la fin de l'année 2017, Donald Trump s'est avant tout attaché à éliminer la menace représentée par l'organisation État islamique. En dépit des critiques virulentes dont, durant la campagne, il l'avait accablée, sa politique a largement embrassé celle que Barack Obama avait imaginée, se contentant d'en intensifier la traduction sur le terrain. Il a en effet accru les effectifs engagés dans la région – entre juin et septembre 2017, ceux-ci (garde nationale, réserve et civils du Pentagone inclus) y font

[6] Linda Qiu, « Did U.S. spend $6 trillion in Middle East wars? », *Politifact*, 27 octobre 2016.

[7] « Donald Trump, CEO, Trump Organization, delivers a presidential campaign announcement, New York City », CBS News, 16 juin 2015 (www.cbsnews.com/news/transcript-donald-trump-announces-his-presidential-candidacy).

[8] *Summary of the 2018 National Defense Strategy of The United States of America*, p. 1 (https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf).

[9] Mark Mazzetti, Ronen Bergman et David D. Kirkpatrick, « Trump Jr. and other aides met with Gulf emissary offering help to win election », *The New York Times*, 19 mai 2018 (www.nytimes.com/2018/05/19/us/politics/trump-jr-saudi-uae-nader-prince-zamel.html).

un bond de 40 500 à plus de 54 000 [10] –, multiplié le nombre de frappes, armé, au grand dam de la Turquie, les Unités de protection du peuple (YPG), la branche militaire de l'alliance arabo-kurde des FDS (Forces démocratiques syriennes) en Syrie et laissé les officiers américains sur le terrain beaucoup plus libres de décider quand et où frapper. Sa politique fut largement couronnée de succès : si c'est seulement le 23 mars 2019 que l'ultime bastion de Daech, le village de Baghouz en Syrie, a été repris, dès juillet 2017 Mossoul tombait, suivi par Raqqa trois mois après.

À cette date, le Président a déjà avancé les deux autres volets de son triptyque. Dès mai 2017, sa visite en Arabie saoudite reflète l'étroitesse des liens noués entre son gendre et le prince Mohammed ben Salmane. Celui-ci va bientôt faire figure, comme Benyamin Netanyahou, de pilier de la politique américaine et exploiter sa proximité avec Washington pour se propulser du second rang dans la ligne de succession au premier.

À Riyad, où il rencontre de nombreux leaders arabes et se voit promettre des centaines de milliards de dollars d'achats d'armements et d'investissements, Donald Trump inaugure deux centres de lutte contre l'extrémisme et promeut une coalition d'États sunnites (une « OTAN arabe ») dirigée avant tout contre l'Iran et les milices – telles que le Hezbollah et le Hamas – qui lui servent à étendre son emprise. Ses hôtes arabes comprennent d'autant mieux le message que constitue le choix de Jérusalem comme seconde étape de son voyage qu'il y proclame haut et fort sa volonté de promouvoir un règlement de paix israélo-palestinien. Mais il va mettre lui-même ce projet en danger quelques mois après.

Vers la fin 2017, en effet, une seconde phase commence à se dessiner, que le remplacement en mars de l'année suivante de collaborateurs modérés comme le général McMaster, conseiller à la Sécurité nationale, et Rex Tillerson, secrétaire d'État, par des idéologues radicaux, John Bolton et Mike Pompeo, va institutionnaliser. Dès l'été 2017, il est vrai, enhardi par ses premiers succès, le Président se montre toujours plus impatient de passer outre les avis de ses conseillers les plus modérés et de concrétiser les deux promesses les plus radicales qu'il a contractées au cours de sa campagne.

Les pressions de Jared Kushner et des soutiens américains d'Israël finissent ainsi par le persuader, le 6 décembre 2017, de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y ordonner le transfert de l'ambassade américaine. C'est évidemment provoquer le rejet de toute médiation américaine par le président de l'Autorité palestinienne et de l'État de Palestine Mahmoud Abbas, ulcéré, et jeter dans l'embarras les alliés sunnites de l'Amérique.

Mais le Président se fait fort de démontrer qu'il a les moyens de contraindre des Palestiniens, plus faibles que jamais, de se contenter du plan « réaliste » que ses trois négociateurs, Jared Kushner, Jason Greenblatt et David M. Friedman, tous connus pour la proximité de leurs vues avec celles de Benyamin Netanyahou, ont mission d'élaborer.

À cet effet, l'administration multiplie les pressions, punitions et humiliations : elle réduit puis arrête ses subventions à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East – UNRWA), semble se rapprocher des thèses israéliennes sur le statut de ces derniers, ferme la mission de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Washington et supprime pour l'essentiel l'aide aux Territoires palestiniens de la Rive occidentale et à Gaza.

Quand, le 14 mai 2018, une cérémonie célèbre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, cela fait déjà six jours que Donald Trump a concrétisé une seconde promesse. Dès le 12 janvier, en réalité, il avait donné à ses principaux alliés cent vingt jours pour arracher à l'Iran une refonte totale de l'accord que les États-Unis avaient eux-mêmes négocié. Mais, le 8 mai, il annonce son retrait de l'accord, au grand dam des Européens frustrés de voir anéantis les efforts fiévreux qu'ils ont déployés pour sauver le texte.

[10] Micah Zenco, « U.S. Military Policy in the Middle East: An Appraisal », *Research Paper*, Chatham House, The Royal Institute of International Affairs, Londres, octobre 2018, p. 12.

Ce coup d'éclat est bientôt suivi du lancement d'une « campagne de pression maximale » visant, notamment *via* la restauration des sanctions, à transformer l'Iran en paria sur la scène internationale, à y exacerber les tensions économiques et sociales, voire, peut-être, à le pousser à reprendre son programme nucléaire et donner ainsi un prétexte à une réplique militaire. Au risque d'y faire le jeu des « durs » du régime et d'y provoquer un réflexe nationaliste, de semer le doute sur la parole de Washington et de détériorer un peu plus les relations avec les alliés atlantiques qui vont jusqu'à esquisser un nouveau système de paiement permettant de contourner les sanctions contre l'Iran : « Avec de tels amis, ironise le président du Conseil européen Donald Tusk, qui a besoin d'ennemis ? »

Le retour aux réalités

À l'automne 2018, l'affaire Khashoggi révèle subitement les limites de cette stratégie, des limites que souligne brutalement l'annonce par Donald Trump, le 19 décembre suivant, d'un retrait imminent des troupes américaines stationnées en Syrie. Elles résultent de trois risques.

Un équilibre précaire

Le premier risque est inhérent au renversement de politique effectué par le Président. Alors que Barack Obama s'était efforcé de conduire une politique équilibrée, la plus susceptible de promouvoir la stabilité – essentielle pour les États-Unis dans une région aussi riche en ressources énergétiques –, leur nouvel alignement sur un seul camp engendre deux dangers. D'un côté, il menace d'enhardir les leaders que Washington a choisi d'appuyer et, dès lors, de nourrir l'instabilité. De l'autre, il fait aussi l'impasse sur la fracture du « bloc sunnite », produit des printemps arabes qui ont vu l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'opposer durement aux Frères musulmans soutenus par le Qatar et par la Turquie.

Des alliés imprévisibles

L'administration américaine est bientôt confrontée à la convergence de ces deux périls. De fait, peu après la visite de D. Trump à Riyad, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte imposent un blocus au Qatar. La crise qui s'ensuit divise et jette dans l'embarras Washington – le Qatar abrite la plus importante base aérienne américaine dans la région. Elle déchire aussi le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et assombrit la perspective d'une « OTAN arabe ». Elle pousse surtout Doha à se rapprocher plus étroitement de l'Iran et de la Turquie, deux pays que le prince héritier saoudien MBS associe d'ailleurs à l'organisation État islamique dans ce qu'il qualifie de « triangle du mal » en mars 2018.

Ce faisant, Donald Trump conduit Ankara – un allié des États-Unis dans l'OTAN – à renforcer ses liens avec Téhéran et le Kremlin. La Turquie envisage d'acheter des systèmes S-400 de défense antimissile et antiaérienne à la Russie. Cela incite aussi probablement Recep Tayyip Erdoğan à braquer, en octobre 2018, les projecteurs sur l'affaire Jamal Khashoggi, ce qui souligne ainsi le second risque encouru par les États-Unis.

Un risque qui procède de leur décision de s'en remettre, aveuglément ou presque, à deux hommes, le prince héritier saoudien et le Premier ministre israélien. C'est faire fi de l'impulsivité du premier que, dès 2015, sa campagne contre les Houthis au Yémen a illustrée et que les États-Unis peuvent d'autant moins ignorer qu'il les y a entraînés. L'administration Trump s'est certes efforcée de l'ériger en réformateur moderniste, déterminé à faire passer son pays de la rente pétrolière à l'ère numérique et à mettre un terme aux excès du wahhabisme.

Toutefois, le royaume saoudien ne peut éviter de voir son image entachée par plusieurs dérives : le « kidnapping » du Premier ministre libanais Saad Hariri en novembre 2017, l'emprisonnement de centaines de dignitaires saoudiens parfois torturés et contraints de payer de lourdes rançons pour retrouver la liberté, l'arrestation de militantes féministes, et même d'éventuels « crimes de guerre » au Yémen. Quand elle semble irrémédiablement ternie par le rôle qui lui est prêté dans l'assassinat du journaliste dissident saoudien Jamal Khashoggi en Turquie, le Président semble


© Jim Young / POOL / AFP



Le 21 mars 2019, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo (au centre de la photo) visite la vieille ville de Jérusalem en compagnie du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et de l'ambassadeur des États-Unis en Israël, David Friedman (à droite). En reconnaissant officiellement Jérusalem comme la capitale de l'État d'Israël le 6 décembre 2017, Donald Trump a provoqué de vives réactions au sein de la communauté internationale.

prisonnier de sa propre stratégie. Il va jusqu'à mettre son veto à une résolution du Congrès réclamant l'arrêt de l'aide américaine à la guerre du Yémen, il continue à soutenir un homme dont la coopération lui est plus indispensable que jamais pour empêcher les sanctions contre l'Iran de provoquer un envol des prix pétroliers et peser, ce faisant, sur la croissance américaine et rendre plus difficile sa réélection.

Alors que toute sa stratégie repose sur la conclusion d'un règlement de paix, l'administration pratique encore la politique du « deux poids, deux mesures » souvent reprochée dans la région aux Américains. Tandis qu'il accable les Palestiniens sous les brimades, D. Trump multiplie les gestes envers le Premier ministre israélien. Il va même jusqu'à reconnaître la souveraineté israélienne sur les hauteurs du Golan. Peut-être espère-t-il que Benyamin Netanyahou n'osera pas, en contrepartie, lui refuser les « sacrifices » éventuels qu'un accord ne manquera pas d'exiger.

Mais en laissant les « faits sur le terrain » s'enraciner et en soutenant un homme prêt, pour échapper aux poursuites judiciaires dont il fait l'objet, à promettre à la droite la plus extrême l'annexion des colonies israéliennes, il prend le risque de priver de toute chance de succès « l'accord du siècle » que son équipe se targue d'avoir préparé.

Un retrait de Syrie aux conséquences incertaines

C'est enfin un troisième risque que, le 19 décembre 2018, l'annonce par D. Trump du retrait prochain de ses troupes de Syrie vient brutalement souligner. Il concrétise ainsi une intention exprimée dès la campagne présidentielle et qu'il avait réitérée fin mars 2018. Mais, même si elle a été par la suite aménagée (400 hommes resteront) et si elle doit être relativisée – les États-Unis disposant probablement

encore de plus de 40 000 soldats dans la région –, sa décision n'en a pas moins – outre la démission du général James Mattis de son poste de secrétaire à la Défense, le dernier « adulte » à ses côtés – deux graves retombées.

Tout d'abord, elle renforce l'image d'une Amérique inconstante à laquelle ses alliés ont toujours plus de mal à faire confiance. Non seulement les services de renseignement du Président lui rappellent que Daech est encore loin d'être défaite. Mais encore, en septembre 2018, ses plus proches conseillers expliquaient que la présence militaire des États-Unis en Syrie n'avait pas pour seule mission d'y défaire Daech, mais aussi d'y faire pièce à l'influence de l'Iran et y assurer l'avènement d'un nouveau gouvernement !

Ensuite, la décision menace de créer un vide que, compte tenu de l'état actuel des choses, la Turquie, l'Iran ou la Russie sont les plus susceptibles de combler. Elle expose, ce faisant, l'incompatibilité entre le désir de Donald Trump de se désengager et sa volonté de faire du refoulement de l'Iran une priorité, incompatibilité que la situation en Irak – où la présence de quelque 5 200 soldats américains est loin de contrebalancer l'influence iranienne – vient *a fortiori* démontrer.

●●●

Donald Trump se retrouve confronté au même dilemme que Barack Obama : comment à la fois réorienter les ressources jusqu'ici consacrées à la région vers de nouveaux défis tout en y préservant l'influence et les intérêts des États-Unis face aux puissances, telles la Russie, l'Iran et même la Chine, en train de s'y affirmer ?

Sous cet aspect, le Moyen-Orient continue de représenter pour les Américains une sorte de « purgatoire » : trop « distraits » par ses problèmes pour « pivoter » réellement vers d'autres priorités, ils y sont en même temps « insuffisamment impliqués » pour y peser autant qu'ils le souhaiteraient [11].

Autrement dit, la rupture que l'administration Trump a voulu incarner n'a pas fondamentalement changé la donne géopolitique que les années Obama avaient vue émerger. Fin décembre 2018, le président du *Council on Foreign Relations*, Richard Haass, a pu tweetter : « Bienvenue au Moyen-Orient post-américain [12]. » ■

[11] Mara Karlin et Tamara Cofman Wittes, « America's Middle East Purgatory: The Case for Doing Less », *Foreign Affairs*, janvier-février 2019.

[12] Daniel Larison, « Where is this "Post-American Middle East" you speak of? », *The American Conservative*, 26 décembre 2018 (www.theamericanconservative.com/larison/where-is-this-post-american-middle-east-you-speak-of).

Questions internationales

Le système politique suédois
Tunisie : un État sous tension
L'Iran, 40 ans après la révolution
Le film noir américain

États-Unis
Cavalier seul



Questions internationales
N° 98 Juillet-août 2019
M 09894 - 98 - F: 9,00 € - RD
CANADA : 13.65 $ CAN
La documentation Française